



Après la crise : définanciariser en changeant de modèle capitalistique ?

Vous avez des épisodes et des saisons en cours sur Netflix ? Très bien ! Nous vous avons invités, en complément, à suivre un nouveau type de saison, celle du « Jour d'après ». Au cœur de la crise des fragilités que nous traversons, nous allons y vivre ensemble trois questions :

- Quel constat ?
- Quelles failles pour en arriver là ?
- Quels nouveaux fondements à inventer ?

Avec chaque fois un épisode dans une visioconférence thématique, tous les **mardi** de **18h15** à **19h15**, dans laquelle vous êtes invités à intervenir.

Voici le fruit de la première.

Après chaque conférence, une lettre en fera le récit. Il a commencé ce vendredi 3 avril autour du premier échange avec deux grands témoins :

- **Bruno ROCHE**, Chief Economist d'un grand groupe mondial et inventeur de «The Economy of mutuality »
- **Sébastien LAYE**, entrepreneur, économiste chercheur associé à l'institut Thomas More.

Avec **Christophe JADEAU**, qui posait le cadre, ils ont fait le constat suivant :

- Avec la violence des impacts, la profondeur de la récession à venir, l'absence de coopération internationale, le monde ne sera plus le même à l'issue de ce repos imposé à notre frénésie de production et de consommation.

- On échange des biens mais pas les vraies informations ! Voilà des pays qui commercent mais qui ne jouent pas le jeu. Nous sommes dans une mondialisation à flux tendu qui ne s'occupe que du court terme, calculé en rendement financier immédiat, au détriment du coût humain et financier de long terme.

« L'argent héliporté » « La solution ? »

La tentation face à la vague énorme de décroissance qui va décaper l'économie, c'est de noyer le feu sous la monnaie. Les banques centrales devraient, pour sauver la mise, aller beaucoup plus loin qu'en 2009 :

1000 milliards de \$ toutes les 6 semaines devraient être créés et injectés pour sauver le système financier, a-t-on évalué dans « les cercles autorisés ».

Mais beaucoup de récifs se profilent : cela va-t-il surtout profiter aux banques ? Aux grands groupes qui, comme LVMH, ont pu acquérir en 2009 des entreprises américaines avec des crédits gratuits ? Et les PME et TPE ne sont-elles pas déjà les grandes oubliées ?

Des solutions nouvelles sont proposées : **réserver l'essentiel de cette création d'argent aux petites entreprises et aux ménages.**

Et pourquoi pas un **capital minimum universel, égalitaire**, en direction des ménages ? Pour aller plus loin encore, pourquoi ne pas **flécher cette création monétaire vers des projets publics** (infrastructures, recherche, santé, nouvelles technologies, éducation, logement, écologie), avec des États qui redeviendraient « stratèges » du bien commun, armés de titres obligataires ?

Dans tous les cas, ce qui hier n'était pas possible l'est devenu aujourd'hui : **la dette n'est plus sanctionnée par les marchés** et cela va permettre aux États de gonfler leurs dépenses et de faire fi des normes de déficit !

Entendu, mais qui va solder demain les comptes en termes de pouvoir d'achat ? Et qui va décider le pilotage de « l'hélicoptère monétaire » ?

Car la BCE (la Banque Centrale Européenne) est indépendante et son statut l'oblige à un seul objectif : maîtriser l'inflation; quant aux États européens, tout comme le G20 et le G7, face au trébuchet de la mort, à la différence de 2009, c'est plutôt chacun pour soi...

Derrière « l'argent facile », une économie du vrai à reconstruire

Il faut regarder les choses en face. Avant même la pandémie, tout le monde économique savait que la crise, le choc, allaient arriver : l'économie casino, spéculative, est repartie comme si de rien n'était après la crise de 2008. Le stock de dette, public et privé, est colossal.

Alors la déferlante de monnaie va-t-elle servir à « noyer le poisson », à blanchir la responsabilité des gouvernements, des banques et des grandes entreprises ? Et ce, sans rebâtir les fondamentaux, et pour chuter encore plus lourdement demain ?

Des intervenants, petits entrepreneurs, qui se demandaient lors des échanges si eux, qui avaient été rigoureux, allaient encore devoir payer pour les dispendieux et les profiteurs, prêts à acheter à la casse avec de la richesse monétaire qu'« on » leur aura donnée. Ils sont réservés, et on les comprend. Et si l'on sert les États, est-ce pour sous-concéder à des sociétés privées aéroports et autoroutes ?

Il faut donc, quoi qu'il en soit, « nouvelle monnaie » ou pas, changer les règles.

De nouvelles normes comptables doivent imposer, dans chaque entreprise, une nouvelle mesure de la rentabilité. On mesure mal la performance, et cela doit changer – pas demain, mais tout de suite ! On ne prend pas en compte le vrai capital de l'entreprise : il est temps de mettre la richesse humaine et la qualité du social dans l'actif. La priorité absolue doit être de sauver et de faire croître le tissu des PME et TPE, oubliées des festins passés et, pire, menacées maintenant de mort. Il faut enfin une autre chaîne de la valeur, plus courte, et relocaliser. Ce n'est pas après le bain de « drug-money », mais en simultané que de nouvelles règles économiques doivent être édictées.

Oui mais voilà : que va-t-on faire si la BCE ne veut pas de ces règles-là ? Comment va s'opérer la résistance des firmes du CAC40 ? Les intérêts sont divergents : le chiffre d'affaires de l'ensemble du CAC40 avoisine les 75 % du PIB Français mais seuls 30 % sont réalisés en France et une grande partie du reste provient des pays émergents. Et leurs capitaux, donc leurs décisions, ne sont pas majoritairement français. Auchan ne pense-t-il pas aujourd'hui d'abord à ses Décathlon en Chine ? Et qui croit que les fonds anglo-saxons vont accepter de baisser leur pression à la rentabilité financière pour faire payer la lourde ponction de retraite des baby-boomers ? Et en Europe, qui va stopper des " électrons libres ", telle que la Hollande, ou l'Allemagne sur sa pente dangereuse, et lutter contre les tentations de ménager la Chine ? Dans la douleur, un lourd rapport de force, extrêmement violent, se dessine.

Venez participer au débat avec nos 2 invités



Sébastien Laye



Bruno Roche

Conférence - Débat



Chaque mardi
de 18h15 à 19h45



Les propositions du projet en débat de REFONDATION sur l'économie (octobre 2018)

L'économie de la réciprocité "EdR", un nouveau modèle global
et une ligne d'horizon : faire en 5 ans de la France le pays de référence !

- Un nouveau cadre comptable pour une nouvelle mesure de la rentabilité
- Taux d'impôt IS allégé s'il y a de bons indicateurs « EdR »
- Fiscalité allégée pour l'épargne allant vers les entreprises d'excellence « EdR »
- 25 % minimum de représentants salariés dans les conseils d'administration
- Représentants des consommateurs et des usagers dans les conseils
- Facteur 12 : le + haut salaire ne doit pas excéder 12 fois le + faible
- 12 % minimum du bénéfice non réinvesti va à l'épargne salariale
- Une économie « made in local » dans les territoires (financement, protection)
- Partout, le dispositif « territoire zéro chômeur longue durée »
- Le 4P : une obligation privée à intérêts dépendant de la performance
- Un plan massif de financement pour les TPE, PMI et ETI
- Les usagers sont détenteurs d'un minimum de parts sociales des entreprises publiques

les nouvelles questions qui surgissent

- Faut-il créer de la « monnaie par hélicoptère » ?
- Qui va payer ?
- Cette monnaie créée par les banques centrales ne va-t-elle pas permettre aux « gros » et aux prédateurs financiers d'acheter l'économie à la casse ?
- Les petites entreprises en danger de mort : encore les oubliées ?
- Comment relocaliser la production avec des traités de libre-échange ?

les propositions de la visioconférence

- Réserver une grande part de la création de monnaie aux petites entreprises et aux ménages.
- Réserver aussi une large part à des obligations d'État vers les projets et infrastructures écologiques et stratégiques.
- Un revenu et/ou un capital minimum universel pour chaque ménage.
- Oui à de nouvelles normes comptables pour les entreprises.
- Le social et le sociétal à l'actif du bilan des entreprises.
- Oui à une chaîne de valeur + courte et relocaliser.
- Changer le statut de la BCE pour changer ses missions.